

Conseil communal du jeudi 25 avril 2019

Séance publique

1. Procès-verbal de la séance antérieure - Approbation

Ce point a été approuvé à l'unanimité.

Nous avons fait remarqué que le rapport du conseil communal du 27 mars était déjà publié sur le site de la commune alors qu'il n'avait pas encore été approuvé par le conseil. Nous avons également demandé que les annexes concernant les problèmes d'eaux à Banneux soient ajoutées au procès-verbal de la réunion. Pour rappel, nous avons fourni ces documents à la demande de Monsieur le Bourgmestre.

2. Comptes communaux - Exercice 2018 - Approbation

Ce point a été approuvé à l'unanimité.

3. Modification budgétaire n°2 des services généraux - Exercice 2019 - Approbation

15 voix pour - 5 voix contre et 3 abstentions.

Nous avons voté « contre » puisqu'il s'agit d'une annexe au budget pour lequel nous avons émis un vote négatif.

Nous observons que 6 % du budget extraordinaire sont pourvus au football.

Dans la modification proposée, toujours pas de budget participatif (participation citoyenne). Nous le regrettons. nous avons déjà fait part de notre regret lors de la présentation du budget.

4. Subsidés 2019 - Phase II - Approbation

Ce point a été approuvé à l'unanimité.

5. Enseignement communal - Lettres de missions des directeurs d'écoles - Approbation

Ce point a été approuvé à l'unanimité.

6. Enseignement communal - Plans de pilotage des écoles communales de Dolembreux, Louveigné, Sprimont-centre et Lincé - Approbation

Ce point a été approuvé à l'unanimité.

7. Enseignement communal - Appels aux candidats dans une fonction de directeur - Conditions d'accès à la fonction et Profils - Approbation

Ce point a été approuvé à l'unanimité.

8. Enseignement communal - Organisation de l'enseignement primaire au 01.09.2019 - Approbation

Ce point a été approuvé à l'unanimité.

9. N°040/364-33 - Taxe sur les centres d'enfouissement technique - Approbation

Ce point a été approuvé à l'unanimité.

10. Renouvellement de la Commission communale consultative des aînés - Désignation du président et des membres - Approbation

18 voix pour et 5 abstentions.

Monsieur Stéphane Watté sera notre représentant dans cette commission.

Nous nous abstenons car c'est le Collège qui désigne le Président de la commission (ce n'est pas la manière la plus démocratique de travailler).

11. Renouveau de la Commission communale consultative de la personne handicapée - Désignation du président et des membres - Approbation

18 voix pour et 5 abstentions.

Madame Aurore Wautriche sera notre représentant dans cette commission.

Nous nous abstenons car c'est le Collège qui désigne le Président de la commission (ce n'est pas la manière la plus démocratique de travailler).

12. Plan de Cohésion Sociale 2020-2025 Commission d'Accompagnement - Désignation Madame Catherine Chapelle sera notre représentante au sein de cette commission.

Ce point a été approuvé à l'unanimité.

13. Représentation de la Commune au sein de l'AISOA, l'OAL et le CSL - Approbation

Monsieur Michel Beaufays sera notre représentant au de l'AISOA.

Ce point a été approuvé à l'unanimité.

14. Représentation de la Commune - Associations et sociétés diverses - Approbation

15 voix pour - 5 contre et 3 abstentions.

Nous sommes repris comme membres « non apparentés » !

15. Octroi du titre honorifique des fonctions d'échevin - Autorisation

Ce point a été approuvé à l'unanimité.

16. Convention de Comodat - Salle Devahive - Approbation

Ce point a été reporté.

17. RCA - Concession d'un droit d'emphytéose à la Régie Communale Autonome - Centre d'Interprétation de la Pierre - Approbation

Ce point a été approuvé à l'unanimité.

18. Appel à projet 2019 - Plan Wallon d'Investissement - Tourisme pour tous - Dossier de candidature pour le Centre d'Interprétation de la Pierre – Approbation

Ce point a été approuvé à l'unanimité.

19. Assemblée générale extraordinaire de RESA du 29.05.2019 et convention relative à participation au capital de RESA SA Intercommunale - Approbation

Ce point a été approuvé à l'unanimité.

20. Ordonnance de police relative à l'affichage électoral (Elections régionales, législatives et européennes du 26 mai 2019) - Approbation

Nous avons fait remarquer que les partis traditionnels semblent vouloir empêcher les mouvements citoyens de se développer. Ceux-ci vont souffrir de ce manque de visibilité.

Nous rappelons que le collectif citoyen ne bénéficie pas de subsides !

Nous avons obtenu la possibilité (pour tous) d'utiliser les panneaux publics existants.

Ce point a été approuvé à l'unanimité.

21. Marché conjoint de Fournitures - Acquisition de véhicules (Camionnettes et véhicule utilitaire) - Approbation

Ce point a été approuvé à l'unanimité.

22. Demande de Mme X – Déclassement et vente d'une portion du chemin vicinal Beaufays

Ce point a été approuvé à l'unanimité.

23. Demande de Mme X - Modification de voirie - Approbation

Ce point a été approuvé à l'unanimité.

24. Désignation d'un agent chargé de constater les infractions environnementales - Approbation

Ce point a été approuvé à l'unanimité.

25. Fabrique d'Eglise de la Nativité de la Vierge de Gomzé-Andoumont - Compte 2018 - Approbation

Ce point a été approuvé à l'unanimité.

26. Fabrique d'Eglise Saint-Joseph à Deigné (Aywaille) - Compte 2018 - Avis

Questions orales d'actualité

MCS : le collège a-t-il songé à mettre à disposition des étudiants en bloque un local à disposition comme on le voit dans d'autres villes et communes; initiative très appréciée et utile pour les étudiants. MCS suggère la salle du conseil.

Collège : La démarche est à l'étude. Le collège a déjà pris la décision de principe mais examine les différentes options cherchant le lieu le plus adapté en terme d'accessibilité, d'équipement et d'encadrement.

MCS : Pouvez-vous nous confirmer que le financement des travaux d'amélioration du village de Louveigné (partie à charge régionale connexe au PCDR) a été approuvé par le SPW? Ne faudrait-il pas déjà programmer l'intervention des impétrants?

Collège : Oui, le financement est intégré dans la programmation pluriannuel 2019-2014. La dernière phase du projet 1.1 du PCDR pourra être menée à son terme et en temps utiles quand les crédits régionaux seront inscrits, nous veillerons à programmer les réunions de pré-chantier avec les impétrants et autres intervenants. M. Delvaux donne les informations sur les projets inclus dans cette programmation.

MCS : Je souhaite interpellier le collège sur la sortie dans la presse. Nous sommes tous soucieux, dans le respect de notre diversité, de l'image de la Commune livrée par la presse aux citoyens sprimontois. C'est donc avec une certaine gêne que nous déplorons l'image qui a été donnée, nous souhaitons que les citoyens soient fiers de leurs représentants élus.

Collège (M. Delvaux) : La gêne devrait être dans le chef de la personne dont les propos et l'attitude n'était pas appropriés et dont plusieurs personnes présentes, dont un autre Bourgmestre, peuvent témoigner. Certes la personne a le mérite d'avoir repris des responsabilités énormes pour assurer une continuité des activités et ce avec pour conséquences une pression et des problèmes importants. Cette situation a certainement engendré dans son chef une nervosité et fébrilité certaines sans compter le fait que reprenant un dossier géré par d'autres dirigeants avant lui, il n'était pas en possession de tous les éléments d'information nécessaires à la bonne compréhension de la situation. Il n'en reste pas moins que nous évoluons dans une structure communale avec des impératifs de gestion administrative complexes et très encadrés. La presse ne relaye pas toujours une réalité et je ne peux être tenu responsable de son impact. Je ne souhaitais pas polémiquer d'avantage mais plutôt me concentrer sur la gestion communale et en particulier sur l'avancement des dossiers concernés.

MCS : Dans le cadre de l'augmentation des crédits budgétaires approuvés pour l'engagement de nouveaux ouvriers, pourrions-nous connaître les procédures mise en oeuvre pour ces engagements?

Collège : Le collège prend conseil auprès des responsables du service travaux sur les compétences et candidats potentiels. Nous procédons par l'octroi de CDD qui font office de périodes d'essai. En effet, ces essais sur le terrain sont bien plus révélateurs que des interviews.

Mme Nizet : J'ai été interpellée par une personne qui souhaite savoir s'il n'y avait pas de conflit à attribuer un marché au mari de l'échevine.

Collège (M. Leerschool) : Tout d'abord, rappelons qu'il existe des procédures établies par la législation en matière de marché public qui prévoient consultation et attribution au meilleur prix ou suivant d'autres critères plus qualitatifs.

Ensuite, qui ne peut pas ? Ceux qui ont un intérêt direct ou indirect.

Un intérêt direct : l'échevine n'a pas le marché et n'est pas géomètre

Un intérêt indirect : il me semble que ce serait le cas si j'allais me cacher dans une société pour obtenir le marché. Ce n'est pas le cas.

Viens ensuite le problème de l'influence potentielle sur le marché. Rappelons que favoriser une personne dans l'obtention d'un marché est sanctionné pénalement.

Ici la procédure habituelle a été suivie : la consultation et l'analyse des offres a été réalisée par l'administration librement. Puis le collège a attribué le marché sans Mme Ummels qui n'a pas assisté aux décisions concernées.

MCS : Je voudrais préciser que l'UVCW (Union des Villes et Communes de Wallonie) a un avis un peu plus nuancé que le vôtre. De plus, outre l'aspect juridique des choses, il ne faut pas négliger la question éthique. En effet, à l'heure actuelle, il est impératif de veiller à la réconciliation entre les dirigeants politiques et les citoyens.

Collège : Attention. Il ne faudrait pas que sous le couvert d'éthique, le choix pour les citoyens d'entrer en politique n'empêche l'autre membre du ménage d'exercer ses activités professionnelles librement et ceci, bien sûr, dans le cadre juridique existant.